

Dossier de demande d'habilitation à
délivrer un Diplôme d'Université

Domaine de formation : Droit, Psychologie et
Criminologie

Intitulé du DU :

Criminologie et Probation

Date : mars 2019

Nom du fichier : Maquette modification DU Criminologie et
Probation

Nom de la composante ou du service assurant la responsabilité du DU : UFR DROIT
ET SCIENCE POLITIQUE

1 - Fiche d'identité

Composante(s) assurant la responsabilité administrative et pédagogique de la formation :
UFR de Droit et de Science Politique

Composante(s) partenaire(s) :
UFR Lettres et Sciences Humaines – Département Psychologie

Autre(s) établissement(s) concerné(s) : *Universités de Mons, University of the West of Scotland.*

- cohabilitation :
- convention : *Université de Mons (Belgique)*
- autres :

Date et numéro d'enregistrement : Réservé à l'administration

Responsable de la formation : *un nom au maximum*

Nom, prénom	Qualité	CNU	Tél.	E-mail professionnel
EVANS Martine	PR	01	06.60.12.15.75	martineeevans@gmail.com et martine.evans@univ-reims.fr

Responsable des parcours (si nécessaire) : *un nom au maximum par parcours*

Parcours	Nom, prénom	Qualité	CNU	Tél.	E-mail professionnel
1					
2					
3					
4					
5					

Date et avis du CEVU : Réservé à l'administration

Date et avis du CA : Réservé à l'administration

Création : **Non (modification du DU Suivi et Probation des Personnes placées sous main de justice)**



2-Présentation générale de la formation

A - Généralités

B – Positionnement de la formation dans le contexte LMD

Préciser ici si la formation est d'un niveau

- inférieur à L

- L (préciser l'année L1, L2, L3) : Licence (L3)

- Master

- D

3-Description de la formation

A - Généralités

Nous rappellerons ci-dessous les raisons qui ont conduit à la création de ce DU, en les actualisant, puis nous expliciterons pour quelles raisons nous proposons une série de modifications.

▪ Historique :

Il s'agit de répondre à un ensemble de demandes :

- **De l'administration pénitentiaire et du ministère de la justice :** Depuis la conférence de consensus de février 2013 (<http://conference-consensus.justice.gouv.fr/>) le ministère de la justice est engagé dans une politique de modernisation de sa probation (laquelle est rattachée à l'administration pénitentiaire – ci-après AP) Ainsi, par exemple, un adjoint direct de la directrice de l'AP a-t-il été désigné fin 2014 (M. Leroy – *remplacé en 2018 par Mme Bonafini*) pour réaliser cette modernisation dans les années à venir en termes de formation, recherche, évaluations et projets (certains en partenariat avec Mme Evans). Les objectifs sont clairs : rattraper le retard considérable de la France en matière de méthodes de suivi et de traitement des condamnés fondées sur les données acquises de la science qui sont mises en œuvre partout en Amérique du Nord, en Europe et en Australasie, mais point dans l'hexagone. L'AP n'a toutefois ni les moyens ni les compétences pour former l'ensemble de ses praticiens qui seront recrutés dans les années à venir et encore moins ceux déjà en poste, au niveau de compétence requis. Pour cette raison, l'AP était partenaire du projet Community Justice Social Work, auquel l'URCA a également été associé (responsable : Professeur Evans - <http://www.cjsw.eu/>). La demande de formation initiale et continue des agents de probation est considérable. Les compétences nécessaires pour opérer au niveau des Etats étrangers sont : l'évaluation (notamment actuarielle), la restructuration cognitive, entretien motivationnel, la psychopathologie, la constitution de droits sociaux et le travail partenarial. Manquent pour l'heure et les connaissances théoriques et le savoir-faire pratique nécessaires, que le DU entend précisément fournir.
Pour prendre la mesure des besoins, citons par exemple le nombre de conseillers d'insertion et de probation (CPIP) en poste (4426) ; le nombre de directeurs pénitentiaires d'insertion et de probation (DPIP) en poste, soient les cadres intermédiaires notamment en charge de la supervision du travail de suivi effectué par leurs agents (654), auxquels il faut ajouter les chefs de service pénitentiaires d'insertion et de probation (74) qui seront fondus prochainement dans le corps des DPIP (v. P.J. « liste volumétrique corps électoral des personnels d'insertion » des SPIP); le nombre

d'agents recrutés dans le cadre du plan de recrutement massif engagé par Mme Taubira entre fin 2014 et fin 2017 (1000 personnes, incluant notamment des psychologues, des assistantes sociales, des DPIP et CPIP – v. page 3 tableau du « point du syndical SNEPAP sur le recrutement »).

Il est par ailleurs important de signaler que depuis 2018, un « **référentiel des pratiques opérationnelles** » destiné aux agents de probation et à leurs cadres intermédiaires a été distribué dans tous les services de probation. Son objet est de diffuser les données de la science criminologique dans ces services. Martine Evans a d'ailleurs été associée aux formations des cadres et agents de probation ainsi qu'à la diffusion de ce « RPO1 ». Si l'administration pénitentiaire tend à fonctionner en silo et forme actuellement ses agents au « modèle RPO », ces formations sont généralement superficielles (deux à trois jours) et ne répondent pas aux besoins des praticiens d'acquisition d'un savoir-faire criminologique et psycho-criminologique. Le DU peut précisément répondre à ce besoin.

- **Du milieu associatif** et, à un moindre degré, de collectivités territoriales, sont également en demande de formation de ce type, qui, en pratique, opère de manière complémentaire, ou parfois concurrente, des services de probation étatiques, et ont donc besoin de pouvoir mettre en œuvre des compétences identiques à celles des agents de probation. Pas plus que ceux-ci, ils ne peuvent trouver de formation concurrente en France ni ailleurs dans la Francophonie.
- Il est à signaler que le milieu associatif est de manière croissante sollicité pour proposer des programmes de traitement criminologiques « clef en main » notamment aux parquets et le sera plus encore avec la loi de programmation pour la justice qui prévoit de généraliser les « stages » (citoyenneté, traitement violences domestiques, traitement drogue, etc.)

En pratique, ce sont des milliers de personnes qui sont chaque jour impliquées dans ce suivi.

- **Des praticiens en psychologie ou psychiatrie** qui doivent contribuer au traitement des personnes condamnées sans avoir de bases en criminologie.
- **Des experts psychiatres** à qui des évaluations sont demandées et qui ne trouvent pas en France de formation à l'utilisation d'outils d'évaluation criminologique fiables ;
- **Des étudiants en droit et en psychologie de l'URCA** et d'ailleurs, qui ne peuvent trouver sur le territoire que des formations de niveau limité et souvent très théorique, avec peu de lien avec les données acquises de la science (celle-ci étant pour l'essentiel ignorée en France), dans le domaine du suivi, de la probation et du traitement des personnes condamnées, aucune ne préparant concrètement à l'exercice des métiers concernés.

Ajoutons que ce DU, comme d'ailleurs le DU de notre collègue Franck Durand « Sécurité et Défense », pour les activités de police, peut permettre de fournir un débouché aux étudiants qui n'ont pas bénéficié d'une entrée en master.

Il existe certes un master de droit pénal, **criminologie et psychologie forensique** dans l'UFR droit. Toutefois ce master est plus axé sur la préparation des concours et les enseignements, quoi que partiellement pratiques, sont surtout destinés à la formation initiale et à la délivrance d'un savoir plutôt que d'un savoir-faire. Le master comporte en outre encore beaucoup d'enseignements juridiques qui n'ont pas d'intérêt pour des praticiens de terrain en recherche de compétences criminologiques. En outre, les modalités d'enseignement (cours chaque semaine sur deux semestres) ne correspondent pas aux disponibilités des praticiens.

▪ **Positionnement :**

Ce DU fait suite à la collaboration à laquelle pour l'URCA, le professeur Evans était associée, Community Justice Social Work : base théorique d'un diplôme relatif au suivi des personnes condamnées par les services de probation ou institutions assimilées.

Une partie significative des enseignants est d'origine étrangère et a une réputation mondiale exceptionnelle dans le domaine concerné. Des praticiens sont également sollicités pour donner au diplôme une dimension réellement pratique et opérationnelle.

Il n'existe aucun enseignement portant spécifiquement sur la probation et le suivi des personnes condamnées en France.

Il n'en existe quasiment pas à l'étranger et point en français.

*Les cours du D.U. **sont** effectués en français.*

▪ **Changements sollicités**

Les changements sollicités concernant le DU sont les suivants :

Il s'agit, **tout d'abord, de modifier le nom du DU** et passer de l'intitulé : « suivi et probation des personnes placées sous main de justice » à celui, plus simple « criminologie et probation ».

En effet, d'une part, si l'intitulé initial était parfaitement lisible pour les praticiens de l'administration pénitentiaire, il ne l'était pas du tout pour les étudiants classiques ou pour des praticiens d'autres domaines. Cela a pu rendre la diffusion et communication autour de ce DU difficile.

D'autre, part, le titre initial n'était pas du tout pertinent au regard du fonctionnement des moteurs de recherche. Inversement, les mots « probation » et plus encore « criminologie » sont tout à fait parlant. Le mot criminologie est très utilisé par les étudiants qui souhaitent, nombreux, suivre des formations dans cette discipline et en faire leur métier.

L'intitulé étant plus clair pour tout le monde, il serait plus facile au service de scolarité de la Faculté, et au service de communication de l'URCA d'en faire la publicité.

Le deuxième changement imprimé pour le DU serait de **supprimer une partie des enseignements** et par voie de conséquence de réduire le volume horaire de cours. Ceci répond à plusieurs impératifs : d'une part, prosaïquement, réduire le coût de la formation ; d'autre part, répondre aux retours des étudiants, qui sont consultés chaque année. Ceux-ci ont fait remonter que les enseignements portant sur le travail social et qui étaient dispensés en juillet, étaient certes intéressants, mais ne répondaient pas au même impératif de formation que les cours portant sur la criminologie ou la psycho-criminologie. Au regard de l'évolution de l'administration pénitentiaire actuelle (voir supra « RPO1 ») il apparaît qu'un recentrage pédagogique sur ces deux derniers domaines est incontestablement pertinent.

Un troisième changement consiste à **augmenter les droits d'inscription**, afin d'assurer un auto-financement du diplôme, même lorsqu'il a peu d'inscrits. Pour autant le montant proposé n'est pas excessif au regard de la densité des enseignements fournis.

Un quatrième changement consiste à **ramener le stage obligatoire** des étudiants « classiques » en formation initiale **à deux mois** au lieu de trois. En effet au-delà de deux mois, la loi oblige l'organisme de stage à rémunérer les étudiants, ce qui limite les offres de stage disponibles pour ceux-ci ou les oblige à obtenir plusieurs stages sur l'année. Il va de soi que ce nouveau minimum est, précisément, un minimum, en sorte que rien n'empêche un étudiant d'avoir un stage plus long ou de faire plusieurs stages.

B – Objectifs Pédagogiques

a – Connaissances :

Dispenser les connaissances théoriques et pratiques issues des données acquises de la science (à la fois théoriques et pratiques) de niveau international permettant :

- Aux étudiants d'être directement opérationnels dans les services de probation ou les associations ou autres structures suivant ou traitant les personnes délinquantes ;
- Aux praticiens exerçant d'ores et déjà d'acquérir des connaissances et compétences situées au même niveau que l'ensemble de leurs homologues occidentaux.
- Pour ces deux populations, leur offrir dès lors la possibilité d'une mobilité internationale dans des structures similaires.

b – Compétences :

- Evaluation initiale et en cours de suivi des personnes placées sous main de justice (PPSMJ) ;
- Restructuration cognitive des PPSMJ ;
- Entretien motivationnel (facilitation, soutien et maintien de la motivation à changer des PPSMJ) ;
- Positionnement professionnel s'agissant des personnes présentant des troubles et désordres mentaux ou de la personnalité ;
- Constitution des droits sociaux
- Création, animation et maintien d'un réseau partenarial.

C – Dispositions réglementaires

a- Conditions d'admission

Être titulaire d'une Licence en droit, en psychologie, en sciences sanitaires et sociales, en sociologie **ou dans un domaine voisin de l'URCA ou une Licence équivalente d'une autre Université.**

Ou avoir exercé en tant qu'agent de probation, directeur de probation, ou de praticien dans un domaine lié (association socio-judiciaire, de réinsertion, etc.), magistrat, psychologue, au moins une année.

~~Ou étudiants ayant obtenu la licence en sciences sanitaires et sociales de l'URCA ou une Licence équivalente d'une autre Université.~~

b- Modalités de contrôle des connaissances :

Préciser ici :

- *les modalités de capitalisation des UE :*

Exercices pratiques (contrôle continu) déterminé par l'enseignant (projet, exercice pratique, exposé, jeu de rôle) + rapport de stage (2 mois – pour les étudiants) ou mémoire, ou rapport sur cas clinique(s), ou projet professionnel (praticiens)

- *l'adaptation des modalités à la formation continue :*

Les cours seront dispensés sous la forme de trois modules répartis sur l'année universitaire. (janvier/avril/juillet)

c- Jurys

Préciser les modalités de constitution et de fonctionnement des différents jurys :

Certains enseignants intervenant dans le cadre du diplôme sont membres du conseil de perfectionnement du diplôme et membres du jury.

Le conseil de perfectionnement comprend également deux étudiants du diplôme.

d- Droit de scolarité

Préciser les droits de scolarité :

Inscription en formation initiale : 355.30 € part pédagogique + Frais d'inscription en Licence

Inscription au titre de la formation continue individuelle : 1000 € part pédagogique + Frais d'inscription en Licence

Inscription au titre de la formation continue conventionnée : 2000 € part pédagogique + Frais d'inscription en Licence

D – Organisation pédagogique de la formation :

Responsable du diplôme :

Nom : Martine EVANS

Grade : PR

Prénom : Martine

Section CNU : 01

Discipline principale enseignée : Droit et criminologie

Equipe de recherche de rattachement : CEJESCO

☎ : 06.60.12.15.75

e-mail : martineeevans@gmail.com

a- Organisation de la formation

Enseignement sous forme de modules s'étendant sur toute l'année universitaire (par exemple : **deux semaines** en janvier, **deux semaines** à Pâques, **une semaine** en juillet)

CRIMINOLOGIE THEORIQUE (CM)

COURS	Heures	Enseignant	institution	Nature du cours	Module
Criminologie appliquée à la probation (théorie générale)	35 heures	Martine Evans	URCA	CM	Janvier

CRIMINOLOGIE APPLIQUEE (séminaires/travaux pratiques)

COURS	Heures	Enseignant	institution	Crédits	CM/TD
Interventions cognitives et comportementales	20 heures	Martine Evans	URCA	CM	Avril
Entretien motivationnel	20 heures	Gill Kelly	Independent consultant and probation trainer	CM	Avril
Core Correctional Practices	10 heures	Gill Kelly	Independent consultant and probation trainer	CM	Janvier
Mesure du risque et des besoins avec le LSI-R	20 heures	John Sturgeon	University of the West Scotland	CM	Avril
Evaluation des délinquants sexuels et violents	20 heures	Thierry Pham	Université de Mons	CM	Avril
Infractions spéciales (délinquance sexuelle, violence domestique, extrémisme violent)	8 heures	Martine Evans	URCA	TD	Juillet

PSYCHOPATHOLOGIE (CM)

COURS	Heures	Enseignant	institution	Crédits	CM/TD
Psychopathologie (théorie générale et classifications)	20 heures	Audrey Henry	URCA	CM	Janvier
Approche pratique et positionnement professionnel face aux PPSMJ présentant des troubles de la personnalité	5 heures	Martine Evans	URCA	TD	Juillet
Addiction (théorie et traitement)	10 heures	Fabien Gierski Enseignant de l'UFR de psycho	URCA	CM	Juillet

STAGE / MEMOIRE

Public	matière	Durée	Evaluation
Etudiants	Stage	2 mois	Rapport de stage
Professionnels	Mémoire		Mémoire théorique, rapport sur cas clinique(s), ou rapport de projet professionnel

Total : 168 heures de présence : 155h CM (232.5 EQTD) + 13h TD = 245.5 EQTD

+ mémoire : 10 équivalent ECTS

+ travail personnel : 200 heures

E – Equipe Pédagogique de la formation

Remplir le tableau ci-dessous pour les enseignants et enseignants-chercheurs et intervenants professionnels :

Nom et qualité des enseignant(e)s-chercheur(e)s, enseignant(e)s, chercheur(e)s, professionnel(le)s	Section CNU *	Composante d'appartenance ou établissement ou entreprise	Equipe de recherche de rattachement	Nombre d'heures dispensées	UE concernées
Mme Martine Evans (PR)	01 - droit privé et sciences criminelles	URCA	CEJESCO	68	- Criminologie appliquée à la probation (théorie générale) - Positionnement professionnel face aux PPSJM avec trouble de la personnalité - Théorie générale du travail en partenariat
Mme Audrey Henry (MCF UFR LSH – Département Psychologie)	Psychologie	URCA	C2S	20	Psychopathologie
M. John Sturgeon, lecturer, University of the West Scotland	/	University of the West Scotland Ecosse	/	20	Mesure du risque et des besoins avec le LSI-R
Mme Gill Kelly	/	Consultante et formatrice indépendante Angleterre	/	30	Entretien motivationnel Core correctionnel practices
Professeur Thierry Pham	/	Université de Mons Belgique	/	20	Evaluation des délinquants sexuels et violents
M. Fabien Gierski (MCF UFR LSH – Département Psychologie)		URCA	C2S	10	Addiction (théorie et traitement)

* Pour les enseignant(e)s et les professionnels, préciser la discipline

F – Stages :

Dans la formation un ou des stages sont-ils prévus ? **oui** - non

Le stage est uniquement pour les étudiants « classiques » en formation initiale.

Description : Stage d'une durée de **deux** mois, en association, SPIP, juridiction, avocat, organisme de santé (SMPP, praticien de ville...), police, gendarmerie, ~~obligatoire pour les étudiants non praticiens.~~

Projet professionnel (rapport) ou mémoire pour les praticiens, en France ou à l'étranger.

Un rapport de stage permettra d'évaluer le travail effectué et les apprentissages réalisés.

Les étudiants déjà praticiens en exercice seront dispensés de stage (ils devront rédiger un mémoire théorique ou un rapport sur un ou plusieurs cas cliniques en rapport avec leur activité de probation ou suivi ou un rapport de projet professionnel)

G – Ouverture internationale de la formation

- Une partie des enseignants sont des personnes étrangères (parlant français).
- Le diplôme répond à des besoins de formation présents dans toute l'Europe et peut être proposé à des praticiens ou à des étudiants étrangers.
- L'un des objectifs de la formation est d'amener à niveau nos étudiants et praticiens, de ce qui constitue d'ores et déjà des pratiques routinières dans le reste du monde, ce qui permettra à nos étudiants et praticiens de travailler dans d'autres pays de l'Union Européenne et au-delà.

H – Ouverture à la formation continue et à la validation d'acquis

a- Existe-t-il des dispositifs spécifiques favorisant l'accueil d'un public de formation continue ?

Oui

Comme indiqué supra, le diplôme est également accessible aux praticiens ayant au moins une année d'activité professionnelle, ce, quel que soit leur niveau d'études antérieures.

Les enseignements seront délivrés sous forme de modules d'une à deux semaines (soit une semaine en janvier et deux en juillet ; soit une semaine à pâques et deux en juillet)

b- existe-t-il des dispositifs spécifiques favorisant les validations d'acquis ?

Non : Compte tenu du mode de sélection des inscrits, cela ne sera pas nécessaire.

En outre, il ne sera pas possible d'obtenir des dérogations pour certains cours, dès lors que la formation vise à dispenser des connaissances et compétences immédiatement mobilisables dans la pratique.

Seule exception : les étudiants ayant suivi la licence en droit sanitaire et social pourront être dispensés des enseignements relatifs à l'ouverture de droit sociaux.

I – Démarches innovantes

Présenter les méthodes pédagogiques innovantes en tutorat, accompagnement différencié, travail en équipe, préparation à l'expression orale... et les dispositifs de sensibilisation aux métiers de l'enseignement, au monde des entreprises et des administrations.

La dimension innovante a été présentée supra : il s'agit de proposer pour la première fois en France un diplôme permettant à la fois à des étudiants et à des praticiens en poste d'acquérir connaissances et savoir-faire dans des domaines et pratiques considérées aujourd'hui en occident comme constituant des prérequis pour travailler dans la probation, le suivi et le traitement des personnes condamnées. Le diplôme entend délivrer des enseignements ayant une dimension aussi bien théorique que pratique, afin que les étudiants et praticiens en sortent en étant opérationnels sur le terrain.

Il est à noter que le DU est encore appelé à évoluer dans les années à venir. En particulier, Mme Evans a pris attache avec la DUN afin de travailler à un projet de mise en ligne d'une partie des cours du DU sous plusieurs formats :

- Cours magistraux enregistrés en vidéo
- Exemples d'entretiens avec des condamnés filmés
- Exercices à réaliser
- Forum, etc.

Ceci permettrait de réduire encore la partie présentielle du DU à trois ou quatre semaines sur l'année, ce qui pourrait faciliter la venue de plus de praticiens.

Une autre dimension en cours de réflexion avec la DUN serait que tout ou partie du DU soit également disponible en langue anglaise afin de l'ouvrir à des étudiants ou praticiens internationaux.

J – Autres modalités pédagogiques :

Préciser notamment :

- *l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC)*

Il est demandé aux enseignants de fournir aux étudiants :

- *soit un enregistrement de leur cours en format audio*
- *soit un Powerpoint détaillé de leur présentation*
- *et des documents (littérature scientifique, supports professionnels...)*
- *des cas cliniques (vignettes) faisant l'objet de notation dans les grandes matières proposées*

Ces documents sont disponibles pour tous les inscrits dès le début de l'année universitaire, leur permettant de réaliser une partie importante de l'apprentissage et des exercices hors présentiels.